



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset,  
Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry,  
Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Valérie Schneider, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Pascale Despineto, *Échevin(e)* ;  
Véronique Artus, Suat Kuraoglu, Annick Sommer, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni,  
*Conseillers communaux*.

**Séance du 30.03.17**

---

**#Objet : Motion visant à pallier le problème des nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National tout en conciliant le développement économique de l'aéroport#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

**Le conseil communal, réuni en séance publique,**

Considérant la législation de l'Union européenne et la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme consacrant la protection de l'environnement et le droit à un environnement sain et de qualité ;

Considérant le règlement (UE) n° 598/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union, dans le cadre d'une approche équilibrée, et abrogeant la directive 2002/30/CE, entré en vigueur le 13 juin 2016 ;

Considérant les difficultés, résumées dans le rapport de l'ULB (ULB & IGEAT, Analyse ex post des nouvelles procédures aériennes mises en service le 6 février 2014 dans la région métropolitaine bruxelloise, Étude pour le SPF Mobilité et Transports, rapport final, Bruxelles, 7 mai 2014, p. 9), de la mise en œuvre des mesures recommandées par l'approche équilibrée telle que définie dans le règlement n° 598/2014 ;

Considérant que le droit à la santé et à l'environnement sain pour les riverains constitue un droit inaliénable, prescrit par l'article 23 de la Constitution, qui ne porte nullement préjudice au développement économique de l'aéroport de Bruxelles-National ;

Considérant l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien ;

Considérant l'article 34 de l'arrêté royal octroyant la licence d'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National imposant au titulaire de l'exploitation le strict respect des normes acoustiques arrêtées par la Région

de Bruxelles-Capitale et la Région flamande, après concertation avec l'Etat fédéral ;

Considérant que, selon la Directive 2002/49 du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, la durée de la nuit européenne est fixée à 8 heures ;

Considérant la motion adoptée à l'unanimité par la Conférence des bourgmestres bruxellois du 21 octobre 2015 visant notamment à fixer la période de nuit de 22h00 à 7h00, au cours de laquelle les décollages et les atterrissages durant cette période sont interdits, sauf exceptions légales ;

Considérant qu'un grand nombre d'aéroports européens disposent de réglementations strictes en matière de survol aérien de nuit, et ce, sans qu'une diminution de l'activité économique soit constatée ;

Considérant qu'un grand nombre d'aéroports européens, dont les avions survolent plus de 30.000 habitants, disposent d'une politique d'insonorisation visant à réduire les nuisances sonores et environnementales de la population survolée ;

Considérant que la correcte exécution des décisions de justice relève du respect des décisions du pouvoir judiciaire, qui s'inspire du principe de loyauté fédérale, dans un souci d'assurer la sécurité juridique ;

Considérant que la correcte exécution des décisions de justice relève simplement d'un objectif légaliste de respect des décisions du pouvoir judiciaire, qui s'inspire du principe de loyauté fédérale, dans le souci d'assurer la sécurité juridique ;

Considérant la déclaration gouvernementale fédérale du 9 octobre 2014 qui annonce l'élaboration d' « *une solution structurelle (...), en particulier dans les zones à forte densité de population* » (Accord du gouvernement fédéral, 10 octobre 2014, p. 219) ;

Considérant la proposition du Gouvernement de la Région bruxelloise visant à concilier la qualité de vie des habitants de la Région bruxelloise et le développement économique de l'aéroport de Bruxelles-National ;

**Demande au gouvernement fédéral :**

1. De considérer que l'aéroport de Bruxelles-National a prioritairement une vocation d'aéroport urbain dont les activités régulières sont diurnes ;
2. De confirmer de manière absolue le principe du non survol des zones densément peuplées afin de respecter l'intérêt général, la santé publique et la sécurité des populations ; et de considérer que tout le territoire de la Région bruxelloise, en ce compris la zone du Canal, est densément peuplé ;
3. D'adapter les procédures et routes aériennes dans le but de réduire les nuisances et de minimiser le nombre de personnes impactées par celles-ci ;
4. De fixer la période dite « *de nuit* » à l'aéroport de Bruxelles-National de 22h00 à 7h00, d'interdire les décollages et les atterrissages durant cette période, sauf les exceptions définies par la loi ;
5. De veiller au strict respect des normes de vent applicables sur les pistes 01-19, 07-25 et de garantir la transparence totale à cet égard ;
6. D'exiger de l'exploitant de l'aéroport qu'il recule la piste 25L vers l'Est de manière à permettre les décollages par un virage à gauche sans survoler la Région bruxelloise ;
7. De développer une stratégie aéroportuaire nationale en vue d'une meilleure répartition, vers les aéroports régionaux, des activités de fret et de charter / low cost ;
8. D'instaurer, concomitamment au respect des normes ci-avant exposées, une autorité publique, indépendante et neutre, de contrôle des nuisances sonores aériennes autour de Bruxelles-National, et de favoriser les accords de coopération avec les différentes régions du pays ;
9. De respecter l'Arrêté bruit de la Région bruxelloise du 27 mai 1999, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, ainsi que toutes les décisions de justice exécutoires ;
10. D'exiger que soit strictement sanctionné tout non-respect des routes aériennes ;

11. D'étudier, dans le respect des principes énoncés ci-avant, l'ensemble des recommandations des associations représentatives dans la définition et l'organisation des routes aériennes ;
12. D'étudier, en collaboration avec les autorités régionales compétentes et les associations représentatives, la mise en place d'un plan d'insonorisation globale des zones résiduellement survolées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 24 votes positifs, 1 abstention.

*Abstention : Dirk Hoornaert.*

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 20 avril 2017

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**  
**GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig**

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset,  
Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry,  
Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Pascale Despineto, *Schepen* ;  
Véronique Artus, Suat Kuraoglu, Annick Sommer, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni,  
*Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 30.03.17**

---

**#Onderwerp : Motie om het probleem van de overlast veroorzaakt door het vliegverkeer rond de luchthaven Brussel-Nationaal aan te pakken zonder de economische ontwikkeling te fnuiken#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

**De gemeenteraad, bijeengekomen in openbare zitting,**

Overwegende dat de wetgeving van de Europese Unie en vaste rechtspraak van het Europees Hof van de Rechten van de Mens de bescherming van het milieu en het recht op een gezonde en kwaliteitsvolle leefomgeving bekrachtigt;

Overwegende dat de verordening (EU) nr. 598/2014 van het Europees Parlement en van de Europese Raad van 16 april 2014 inzake de vaststelling van regels en procedures voor de invoering van geluidsgerelateerde exploitatiebeperkingen op luchthavens in de Unie binnen het kader van een evenwichtige aanpak, en tot intrekking van Richtlijn 2002/30/EG, in werking getreden op 13 juni 2016.

Gelet op de in het rapport van de ULB (ULB & IGEAT, *Analyse ex post des nouvelles procédures aériennes mises en service le 6 février 2014 dans la région métropolitaine bruxelloise, Étude pour le SPF Mobilité et Transports, rapport final*, Brussel, 7 mei 2014, blz. 9) samengevatte problemen die de uitvoering van de maatregelen overeenkomstig de aanbeveling inzake de evenwichtige aanpak zoals omschreven in verordening nr. 598/2014, bemoeilijken;

Overwegende dat het recht op gezondheid en op een gezonde leefomgeving voor de buurtbewoners een onvervreemdbaar recht vormt, voorgeschreven door artikel 23 van de Grondwet, dat de economische ontwikkeling van de luchthaven van Brussel-Nationaal geenszins benadeelt;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer;

Gelet op artikel 34 van het koninklijk besluit betreffende de toekenning van de exploitatielicentie van de

luchthaven Brussel-Nationaal dat de houder verplicht om de geluidsnormen, uitgevaardigd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Vlaams Gewest, na overleg met de federale Staat, na te leven en te doen naleven;

Overwegende dat, volgens de Richtlijn 2002/49 van 25 juni 2002 inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai, de duur van de Europese nacht is vastgelegd op 8 uur;

Gelet op de door de conferentie van Brusselse burgemeesters van 21 oktober 2015 unaniem aangenomen motie met het oog op het vastleggen van de nachtperiode van 22.00 tot 07.00 u., tijdens dewelke er, behoudens wettelijke uitzonderingen, een opstijgings- en landingsverbod geldt;

Overwegende dat een groot aantal Europese luchthavens beschikken over strikte reglementeringen inzake nachtvluchten, en dit zonder dat er een verminderde economische activiteit kon worden vastgesteld;

Overwegende dat een groot aantal Europese luchthavens, waar het vliegverkeer boven meer dan 30.000 inwoners vliegt, over een isolatiebeleid beschikken om de geluids- en omgevingshinder van de overvlogen bevolking te verminderen;

Overwegende dat het correct uitvoeren van de gerechtelijke uitspraken hoort bij de naleving van de beslissingen van de rechterlijke macht, die voortvloeit uit het principe van de federale loyauteit, om de rechtszekerheid te verzekeren;

Overwegende dat het correct uitvoeren van de gerechtelijke uitspraken hoort bij de naleving van de beslissingen van de rechterlijke macht, die voortvloeit uit het principe van de federale loyauteit, om de rechtszekerheid te verzekeren;

Gelet op de federale regeringsverklaring van 9 oktober 2014 die de uitwerking aankondigt van een “*structurele oplossing, in het bijzonder in de dichtbevolkte zones*” (Federaal regeerakkoord, 10 oktober 2014, blz. 219);

Gelet op het voorstel van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om de leefkwaliteit van de inwoners van het Brussels Gewest en de economische ontwikkeling van de luchthaven van Brussel-Nationaal met elkaar te verzoenen;

#### **Vraagt aan de federale regering:**

1. Om in overweging te nemen dat de luchthaven Brussel-Nationaal bij voorrang bestemd is als stadsluchthaven waarvan de reguliere activiteiten overdag plaatsvinden;
2. Om absoluut het principe te bevestigen dat er niet boven dichtbevolkte gebieden gevlogen wordt teneinde het algemeen belang, de volksgezondheid en de veiligheid van de bevolking te respecteren; en om in overweging te nemen dat het hele grondgebied van het Brussels Gewest, met inbegrip van de kanaalzone, een dichtbevolkt gebied is;
3. Om de procedures en vliegroutes aan te passen om de overlast te beperken en ervoor te zorgen dat zo weinig mogelijk mensen hier hinder van ondervinden;
4. Om de zogenaamde “*nacht*”-periode op de luchthaven Brussel-Nationaal vast te leggen van 22.00 u. tot 07.00 u., om tijdens die periode een opstijgings- en landingsverbod op te leggen, behoudens door de wet vastgelegde uitzonderingen;
5. Om toe te zien op de strikte naleving van de windnormen die van toepassing zijn op de banen 01-19, 07-25 en om volledige transparantie op dit vlak te garanderen;
6. Om te eisen van de exploitant van de luchthaven dat hij de baan 25L naar het oosten opschuift zodat vliegtuigen zo kunnen opstijgen via een bocht naar links zonder boven het Brussels Gewest te vliegen;
7. Om een nationaalluchthavenbeleid te ontwikkelen met het oog op een betere spreiding van de vracht / charter- en low cost-activiteiten naar de gewestelijke luchthavens;

8. Om, bijkomend bij de naleving van de hierboven vermelde normen, een publieke, onafhankelijke en neutrale toezichthoudende autoriteit over de geluidsoverlast door vliegtuigen rond Brussel-Nationaal op te richten, en om samenwerkingsakkoorden met de verschillende gewesten van het land te bevorderen;
9. Om het besluit betreffende de bestrijding van geluidshinder van het Brussels Gewest van 27 mei 1999, dat op 1 januari 2000 in voege trad, evenals de uitvoerbare gerechtelijke uitspraken, te respecteren;
10. Om te eisen dat elke niet-naleving van de vliegroutes streng gesanctioneerd wordt;
11. Om binnen het kader van de hierboven geformuleerde principes, alle aanbevelingen van de burgerverenigingen in de bepaling en organisatie van vliegroutes, te bestuderen;
12. Om, in samenwerking met de bevoegde gewestelijke autoriteiten en de burgerverenigingen, de invoering van een globaal geluidsisolatieplan van de restgebieden waarboven nog gevlogen wordt, te bestuderen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 24 positieve stemmen, 1 onthouding.

*Onthouding : Dirk Hoornaert.*

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 20 april 2017

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs